

PROJET DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- *emeis*, société anonyme au capital de 1 614 400,50 €, ayant son siège social 12, rue Jean Jaurès, 92813 Puteaux Cedex, immatriculée 401 251 566 RCS Nanterre, prise en la personne de son Directeur Général, Monsieur Laurent Guillot, lui-même représenté par Madame Bérengère Demoulin, Directeur Juridique Groupe, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après « *emeis* » ou Société absorbante,
D'une part,

ET

- Résidence l'Ambarroise, société par actions simplifiée au capital de 9 440 euros, ayant son siège social 12, rue Jean Jaurès, 92813 Puteaux Cedex, immatriculée 490 852 076 RCS Nanterre, prise en la personne de son Président, Monsieur Laurent Guillot, lui-même représenté par Madame Bérengère Demoulin, Directeur Juridique Groupe, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après « Résidence l'Ambarroise » ou Société absorbée,
D'autre part,

Il a été arrêté en vue de la fusion, sous le régime de l'article L.236-11 du Code de commerce, de *emeis* et de Résidence l'Ambarroise par voie d'absorption de la seconde par la première, les conventions qui vont suivre réglant ladite fusion.

Préalablement auxdites conventions, il est exposé ce qui suit :

I - Caractéristiques de la société absorbante

emeis a pour objet, ainsi qu'il résulte de l'article 2 de ses statuts :

- La création, la réalisation, l'acquisition, la gestion et l'exploitation, directement ou indirectement, de tous établissements de soins, établissements médico-sociaux, établissements d'hébergement de tout type concernant les personnes âgées, établissements d'hébergement de tout type concernant les personnes handicapées sans limite d'âge ainsi que la fourniture de services de soins à domicile et de services d'aide à domicile ;
- L'assistance technique, commerciale, administrative et financière de toutes sociétés ayant une activité se rapportant directement ou indirectement aux activités énoncées ci-dessus ;
- L'achat, la souscription, la détention, la gestion, la cession ou l'apport d'actions ou autres valeurs mobilières dans toutes sociétés existantes ou à créer ainsi que la gestion de toutes participations financières ;
- L'octroi de toutes cautions ou garanties au profit de toute société de son Groupe ou dans le cadre de l'activité normale de toutes sociétés de son Groupe ;

- A titre accessoire, l'achat, la mise en valeur, l'échange et la vente après division et/ou travaux, le cas échéant, de tout ensemble immobilier dont la Société est propriétaire ;
- Et plus généralement toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à ces activités ou à toutes activités similaires ou connexes, susceptibles d'en faciliter le développement.

La durée de la Société expire le 8 juin 2094.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et expire le 31 décembre de la même année.

Les Commissaires aux comptes de la Société sont Deloitte & Associés, Saint-Honoré BK&A et Forvis Mazars SA.

Le capital s'élève actuellement à 1 614 400,50 euros. Il est divisé en 161 440 050 actions de 0,01 euro chacune, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

II - Caractéristiques de la société absorbée

Résidence l'Ambarroise a pour objet, ainsi qu'il résulte de l'article 2 de ses statuts :

- L'exploitation d'une résidence pour personnes âgées - E.H.P.A.D.
- La participation, directe ou indirecte, de la Société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

La durée de la société expire le 25 juin 2105.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et expire le 31 décembre de la même année.

La Société n'est pas dotée de Commissaire aux comptes.

Le capital social s'élève actuellement à 9 440 euros. Il est divisé 590 actions de 16 euros, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

Ni *emeis*, ni Résidence l'Ambarroise n'ont émis de parts bénéficiaires ou d'obligations.

III - Liens capitalistiques entre les sociétés absorbée et absorbante

La société absorbante détient, à la date des présentes, la totalité des actions représentant la totalité du capital de la société absorbée.

Monsieur Laurent Guillot est Directeur Général de la Société absorbante et Président de la Société absorbée.

IV - Motifs et buts de la fusion

La présente fusion vise à renforcer les synergies existantes entre la société absorbée et la société absorbante et à simplifier la gestion en regroupant les activités des deux sociétés au sein d'une seule entité. Elle constitue donc une opération de restructuration interne destinée à permettre une simplification des structures actuelles. Elle se traduira également par un allègement significatif des coûts de gestion administrative du groupe et assurera la cohérence de l'organisation opérationnelle avec l'organisation juridique du groupe.

V - Arrêté des comptes

Les comptes de *emeis* et de Résidence L'Ambarroise utilisés pour établir les conditions de l'opération, sont ceux arrêtés à la date du 31 décembre 2024 (Annexe 1), date de clôture du dernier exercice social de chacune des sociétés intéressées, certifiés par les Commissaires aux comptes de la société absorbante et approuvés par décision du 26 juin 2025 en ce qui concerne la société absorbante et approuvés par décision du 30 juin 2025 en ce qui concerne la société absorbée.

Les derniers comptes sociaux annuels des sociétés absorbante et absorbée étant clos depuis plus de six mois, elles ont chacune, conformément aux dispositions de l'article R.236-4 du Code de commerce, établi une situation comptable intermédiaire au 30 septembre 2025, soit à une date antérieure de moins de 3 mois à celle du présent projet de traité de fusion, selon les mêmes méthodes et suivant la même présentation que les derniers comptes annuels.

VI - Valeur d'apport

La société absorbante et la société absorbée déclarent qu'elles sont imposées à l'impôt sur les sociétés.

S'agissant d'une restructuration interne, les éléments d'actif et de passif sont apportés, conformément à la réglementation (PCG art. 710-1 et 720-1), pour leur valeur nette comptable au 31 décembre 2024.

Il est précisé qu'il ne sera pas procédé à la détermination d'une parité d'échange, la totalité des actions représentant la totalité du capital de la société absorbée étant détenue par la société absorbante, cette situation capitalistique ne devant pas être modifiée jusqu'à la date de réalisation de la fusion.

En application de l'article L 236-3 II du Code de commerce, il ne sera pas procédé à l'échange d'actions de la société absorbante contre des actions de la société absorbée.

VII - Date d'effet de la fusion

Conformément aux dispositions de l'article L.236-4 du Code de commerce, la fusion aura, d'un point de vue comptable et fiscal, un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article R.236-1 du Code de commerce, les opérations réalisées par la société absorbée à compter du 1^{er} janvier 2025 (la Date d'Effet) et jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion (la Date de Réalisation), seront considérées de plein droit comme étant faites pour le compte de la

société absorbante qui supportera exclusivement les résultats actifs ou passifs de l'exploitation des biens transmis.

Conformément aux dispositions de l'article L.236-3 du Code de commerce, la société absorbée transmettra à la société absorbante tous les éléments composant son patrimoine, dans l'état où ledit patrimoine se trouvera à la Date de Réalisation de la fusion.

VII - Comité social et économique de la société absorbante

Le CSE de la société absorbante a été consulté sur l'opération de fusion et a rendu un avis favorable aux termes de sa réunion en date du 13 novembre 2025.

VIII - Comité social et économique de la société absorbée

La société absorbée n'est pas dotée d'un CSE.

Et, cela exposé, il est passé aux conventions ci-après relatives aux apports faits à titre de fusion par Résidence l'Ambarroise à *emeis* :

PLAN GENERAL

Les conventions seront divisées en sept parties, savoir :

- La première, relative à l'apport-fusion effectué par Résidence l'Ambarroise à *emeis* ;
- La deuxième, relative à la propriété et à l'entrée en jouissance ;
- La troisième, relative aux charges et conditions de l'apport-fusion ;
- La quatrième, relative à la rémunération de cet apport-fusion ;
- La cinquième, relative aux déclarations par le représentant de la société absorbée ;
- La sixième, relative au régime fiscal ;
- La septième, relative aux dispositions diverses.

Partie I - APPORT-FUSION PAR RESIDENCE L'AMBARROISE à *emeis*

Madame Bérengère Demoulin, agissant au nom et pour le compte de Résidence l'Ambarroise, en vue de la fusion à intervenir entre cette société et *emeis*, au moyen de l'absorption de la première par la seconde, fait apport ès-qualité, sous les garanties ordinaires et de droit de la toute propriété de l'ensemble des biens, droits et obligations, sans exception ni réserve, de Résidence l'Ambarroise, avec les résultats actif et passif des opérations faites depuis le 1^{er} janvier 2025 jusqu'à la date de la réalisation définitive de la fusion, à *emeis*, ce qui est accepté au nom et pour le compte de cette dernière par Madame Bérengère Demoulin ès-qualité

1 - Désignation de l'actif social

L'actif apporté comprenait, à la date du 31 décembre 2024, sans que cette désignation puisse être considérée comme limitative, les biens et droits ci-après désignés évalués à leur valeur comptable conformément aux articles 710-1 et 720-1 du Plan Comptable Général.

1-1 Actif immobilisé

Immobilisations incorporelles

	Valeur brute	Amortissements Provisions	Valeur d'apport
Concessions, brevets et droits similaires	1 996 €	1 996 €	0
Fonds commercial	48 784 €	48 784 €	0
Autres immobilisations incorporelles	1 221 517 €	1 221 517 €	0

Total des immobilisations incorporelles : 0.

Immobilisations corporelles

	Valeur brute	Amortissements Provisions	Valeur d'apport
Constructions	286 261 €	286 261 €	0
Installations techniques, Matériel et Outillage	45 228 €	45 228 €	0
Autres immobilisations corporelles	4 825 €	4 825 €	0
Immobilisations en cours	31 042 €	31 042 €	0

Total des immobilisations corporelles : 0.

Immobilisations financières

	Valeur brute	Amortissements Provisions	Valeur d'apport
Autres participations	457 €	0	457 €
Prêts	23 687 €	0	23 687 €

Total des immobilisations financières : 24 144 euros

1-2 Actif non immobilisé

	Valeur brute	Amortissements Provisions	Valeur d'apport
Créances clients	6 715 €	6 715 €	0
Autres créances	41 308 €	3 980 €	37 328 €
Disponibilités	8 695 €	0	8 695 €

Total de l'actif non immobilisé : 46 023 euros

1-3 Total des éléments d'actifs apportés

Immobilisations incorporelles : 0.

Immobilisations corporelles : 0.

Immobilisations financières : 24 144 euros.

Actif non immobilisé : 46 023 euros.

TOTAL : 70 167 euros.

D'une manière générale, l'apport à titre de fusion par Résidence l'Ambarroise à *emeis* comprend l'ensemble des biens et droits ci-dessus désignés, ceux qui en sont la représentation à ce jour, comme aussi au jour de la réalisation définitive de l'apport-fusion, sans aucune exception ni réserve.

2 - Prise en charge du passif

La société absorbante prendra en charge et acquittera au lieu et place de la société absorbée la totalité du passif de cette dernière dont le montant à la date du 31 décembre 2024 est ci-après indiqué.

Il est précisé, en tant que de besoin, que la stipulation ci-dessus ne constitue pas une reconnaissance de dette au profit de prétendus créanciers, lesquels sont au contraire tenus d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Sous réserve des justifications prévues à l'alinéa qui précède, le passif de la société absorbée, à la date du 31 décembre 2024 ressort à :

Avances et acomptes reçus sur commande en cours : 796 euros.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés : 15 991 euros.

Dettes fiscales et sociales : 90 221 euros.

Dettes sur immobilisations et comptes rattachés : 574 euros.

Autres dettes : 1 278 595 euros.

Produits constatés d'avance : 9 077 euros.

TOTAL : 1 395 254 euros.

Le représentant de la Société absorbée certifie :

- Que le chiffre total ci-dessus mentionné du passif de la société à la date du 31 décembre 2024 et le détail de ce passif, sont exacts et sincères,
- Qu'il n'existait, dans la société absorbée, à la date susvisée du 31 décembre 2024, aucun passif non comptabilisé ou engagement hors bilan,
- Plus spécialement que la société absorbée est en règle à l'égard de ses obligations fiscales et envers les organismes de sécurité sociale, d'allocations familiales, de prévoyance et de retraites,
- Et que toutes les déclarations requises par les lois et règlements en vigueur ont été faites régulièrement en temps utile.

3 - Actif net apporté

- Les éléments d'actifs sont évalués au 31 décembre 2024 à : 70 167 euros.
- Le passif pris en charge à la même date s'élève à : 1 395 254 euros.

4 - Engagements hors bilan

.Il n'existe pas d'engagement hors bilan.

5 - Origine de propriété

La société absorbée est propriétaire du fonds de commerce suivant :

Un fonds de commerce d'exploitation d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes sis et exploité 58, rue Paul Painlevé, 01500 Ambérieu en Bugey, sous l'enseigne « L'Ambarroise », pour l'avoir créé en date du 1^{er} juillet 2006.

Ledit fonds de commerce est donné en location-gérance au profit d'*emeis* (anciennement ORPEA) depuis le 1^{er} janvier 2022.

6 - Enonciation des baux

La société absorbée est titulaire des baux suivants :

1/ Un bail commercial consenti en date du 17 novembre 2006 au Loueur par la Société d'Economie Mixte de Construction du département de l'Ain, portant sur un ensemble immobilier sis à Ambérieu en Bugey (01500), 58, rue Paul Painlevé, pour une superficie de 1 560 m², d'une durée de neuf (9) années.

Ce bail se poursuit actuellement par voie de tacite reconduction ;

2/ Un bail commercial en l'état futur d'achèvement consenti en date du 10 février 2009 à AGE PARTENAIRES par la Société d'Economie Mixte de Construction du département de l'Ain, portant sur une extension des locaux antérieurement pris à bail et mentionnés ci-avant, pour une superficie supplémentaire de 1 123 m².

Ces locaux ont été mis à disposition du Loueur dont AGE PARTENAIRES détenait antérieurement l'intégralité des titres.

Ce bail se poursuit actuellement par voie de tacite reconduction.

Partie II - PROPRIETE JOUISSANCE

emeis sera propriétaire et prendra possession des biens et droits mobiliers et immobiliers à elle apportés à titre de fusion à compter de la Date de réalisation.

Jusqu'audit jour, Résidence l'Ambarroise continuera de gérer avec les mêmes principes, règles et conditions que par le passé, l'ensemble de ses actifs sociaux.

Toutefois, elle ne prendra aucun engagement important sans l'accord préalable de la société.

De convention expresse, il est stipulé que toutes les opérations faites depuis le 1^{er} janvier 2025 par Résidence l'Ambarroise seront considérées comme l'ayant été, tant activement que passivement, pour le compte et aux profits et risques de la société absorbante.

Tous accroissements, tous droits et investissements nouveaux, tous risques et tous profits quelconques, et tous frais généraux, toutes charges et dépenses quelconques afférents aux biens apportés incomberont à *emeis*, ladite société acceptant dès maintenant de prendre, au jour où la remise des biens lui en sera faite, les actifs et passifs qui existeront alors comme tenant lieu de ceux existant au 1^{er} janvier 2025.

A cet égard, le représentant de la société absorbée déclare qu'il n'a été fait depuis le 31 décembre 2024 (et il s'engage à ne faire entre la date de la signature des présentes et celle de la réalisation définitive des apports) aucune opération autre que les opérations de gestion courante.

En particulier, le représentant de la société absorbée déclare qu'il n'a été pris, depuis la date du 31 décembre 2024 (et qu'il ne sera pris jusqu'à la réalisation définitive de la fusion objet des présentes) aucune disposition de nature à entraîner une réalisation d'actif et qu'il n'a été procédé depuis ladite date du 31 décembre 2024 (et qu'il ne sera procédé jusqu'à la date de réalisation définitive de la fusion) à aucune création de passif en dehors du passif commercial courant.

Les représentants des sociétés absorbée et absorbante déclarent que, conformément aux dispositions de l'article L 236-11 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à approbation de la fusion par les actionnaires et associé desdites sociétés.

Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, la présente fusion aura un effet comptable et fiscal rétroactif au 1^{er} janvier 2025.

La réalisation définitive de la fusion, objet des présentes, entraînera la transmission universelle du patrimoine de la société absorbée à la société absorbante et la société absorbée se trouvera dissoute de plein droit, sans liquidation.

Partie III - CHARGES ET CONDITIONS

A/ EN CE QUI CONCERNE LA SOCIETE ABSORBANTE

Les présents apports sont faits sous les charges et conditions d'usage et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que le représentant de la société absorbante oblige celle-ci à accomplir et exécuter, savoir :

1) La société absorbante prendra les biens et droits, et notamment le fonds de commerce à elle apporté, avec tous les éléments corporels et incorporels en dépendant, et ce compris notamment les objets mobiliers et le matériel, dans l'état où le tout se trouvera lors de la prise de possession sans pouvoir élever aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

2) Elle exécutera tous traités, marchés et conventions intervenus avec tous tiers, relativement à l'exploitation des biens et droits qui lui sont apportés, ainsi que toutes polices d'assurance contre l'incendie, les accidents et autres risques, et tous abonnements quelconques, y compris les branchements téléphoniques qui auraient pu être contractés.

Elle exécutera, notamment, comme la société absorbée aurait été tenue de le faire elle-même, toutes les clauses et conditions jusqu'alors mises à la charge de Résidence l'Ambarroise.

3) La société absorbante sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, hypothèques, privilèges et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de la société absorbée.

4) La société absorbante supportera et acquittera, à compter du jour de son entrée en jouissance, tous les impôts, contributions, taxes, primes et cotisations d'assurance, redevances d'abonnement, ainsi que toutes autres charges de toute nature, ordinaires ou extraordinaires, qui sont ou seront inhérents à l'exploitation des biens et droits, objet de l'apport-fusion.

5) La société absorbante se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens et droits apportés, et elle fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

6) La société absorbante aura seule droit aux dividendes et autres revenus échus sur les valeurs mobilières et droits sociaux à elle apportés et fera son affaire personnelle, après réalisation définitive de la fusion, de la mutation à son nom de ces valeurs mobilières et droits sociaux.

7) La société absorbante sera tenue à l'acquit de la totalité du passif de la société absorbée, dans les termes et conditions où il est et deviendra exigible, au paiement de tous intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou titres de créance pouvant exister, sauf à obtenir, de tous créanciers, tous accords modificatifs de ces termes et conditions.

8) Au cas où il serait fait des oppositions par des créanciers, conformément aux articles L.236-15 et R.236-11 du Code de Commerce, la société absorbante devra faire son affaire d'obtenir la mainlevée de ces oppositions.

B/ EN CE QUI CONCERNE LA SOCIETE ABSORBEE

1) Les apports à titre de fusion sont faits sous les garanties, charges et conditions ordinaires et de droit, et, en outre, sous celles qui figurent dans le présent acte.

2) Le représentant de la société absorbée s'oblige, ès-qualité, à fournir à la société absorbante tous renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions.

Il s'oblige, notamment, et oblige la société qu'il représente, à faire établir, à première réquisition de *emeis*, tous actes complétifs, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et à fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

3) Le représentant de la société absorbée, ès-qualité, oblige celle-ci à remettre et à livrer à la société absorbante aussitôt après la réalisation définitive de la fusion, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

4) Le représentant de la société absorbée oblige cette dernière à faire tout ce qui sera nécessaire pour permettre à la société absorbante d'obtenir le transfert à son profit et le maintien aux mêmes conditions, après réalisation définitive de la fusion, des prêts accordés à la société absorbée.

Partie IV - ABSENCE DE REMUNERATION DES APPORTS EFFECTUES A *emeis* PAR RESIDENCE L'AMBARROISE

Conformément aux dispositions de l'article L. 236-3, II du Code de commerce et dès lors que la société absorbante détient et détiendra, au jour du dépôt au greffe du Tribunal de commerce du présent traité, la totalité des actions représentant la totalité du capital de la société absorbée, il ne sera pas procédé à l'échange des actions de la société absorbée contre des actions de la société absorbante.

Il n'y aura donc pas lieu à émission d'actions de la société absorbante contre les actions de la société absorbée, ni à augmentation du capital de la société absorbante. En conséquence, il n'y a pas lieu à déterminer un rapport d'échange.

L'estimation totale des biens et droits apportés par Résidence l'Ambarroise s'élève à la somme de 70 167 euros.

Le passif pris en charge par *emeis* au titre de la fusion s'élève à la somme de 1 395 254 euros.

Balance faite, la valeur nette des biens et droits apportés ressort à la somme de -1 325 087 euros.

emeis, absorbante, étant propriétaire de la totalité des 590 actions de Résidence l'Ambarroise, absorbée, et ne pouvant devenir propriétaire de ses propres actions, Madame Bérengère Demoulin, ès-qualité, déclare que *emeis* renoncera, si la fusion se réalise, à exercer ses droits, du fait de cette réalisation, en sa qualité d'associé de ladite société absorbée.

La différence entre la valeur nette des biens et droits apportés (soit -1 325 087,18 euros) et la valeur comptable dans les livres de la société absorbante des 590 actions de Résidence l'Ambarroise, dont elle était propriétaire (soit 863 000 €) est par conséquent égale à - 2 188 087,18 euros.

Cette différence constituera un mali de fusion, analysé comme étant un mali technique, et devant être inscrite en immobilisations incorporelles dans un sous-compte « mali de fusion » (sous-compte 208).

Partie V - DECLARATIONS

Le représentant de la société absorbée déclare :

A/ SUR LA SOCIETE ABSORBEE ELLE MEME

1) Qu'elle n'est pas actuellement et n'a jamais été en état de faillite, de liquidation judiciaire, de liquidation de biens ou de règlement judiciaire, de redressement ou de liquidation judiciaires, qu'elle n'est pas actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement l'objet de poursuites pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité.

2) Qu'elle n'a contracté avec un tiers quelconque aucune interdiction de fabrication ou de commerce, sous quelque forme que ce soit, ni aucune clause de non-concurrence.

3) Qu'il n'existe aucun engagement financier ou autre, de nature à modifier les valeurs retenues pour la présente fusion.

4) que depuis le 31 décembre 2024, il n'a été :

- Fait aucune opération autre que les opérations de gestion courante,
- Pris aucune disposition de nature à entraîner une réalisation d'actif,
- Procédé à aucune création de passif en dehors du passif commercial courant.

B/ SUR LES BIENS APPORTES

1) Que les indications concernant la création du fonds de commerce apporté figurent plus haut.

2) Que le patrimoine de la société n'est menacé d'aucune confiscation ou d'aucune mesure d'expropriation.

3) Que les éléments de l'actif apporté, au titre de la fusion, notamment les divers éléments corporels ou incorporels composant le fonds de commerce compris dans les apports, ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur, hypothèque, nantissement, warrant, ou gage quelconque, et que lesdits éléments sont de libre disposition entre les mains de la société absorbée, sous réserve de l'accomplissement des formalités nécessaires pour la régularité de leur mutation.

Partie VI - REGIME FISCAL

Les représentants de la société absorbante et de la société absorbée obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur, en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres impositions ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits à titre de fusion.

1 - Impôt sur les sociétés

Ainsi qu'il résulte des clauses ci-avant, la fusion prend effet le 1^{er} janvier 2025. En conséquence, les résultats, bénéficiaires ou déficitaires, produits depuis cette date par l'exploitation de Résidence l'Ambarroise, société absorbée, seront englobés dans le résultat imposable de la société absorbante.

Les représentants des sociétés absorbée et absorbante rappellent que la société absorbante détient la totalité des actions de la société absorbée et que la fusion constitue une opération de restructuration interne. Les apports seront transcrits à la valeur comptable dans les écritures de la société absorbante, retenue à la date du 31 décembre 2024, conformément aux articles 710-1 et 720-1 du Plan Comptable Général.

Les représentants de Résidence l'Ambarroise, société absorbée et de *emeis*, société absorbante déclarent placer la présente fusion sous le régime spécial mentionné à l'article 210 A du Code général des impôts.

emeis, société absorbante prend les engagements suivants :

a) La présente fusion retenant les valeurs comptables au 31 décembre 2024 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la société absorbée, EMEIS, société absorbante, conformément aux dispositions publiées dans la documentation administrative BOI-IS-FUS-30-20 n° 10, reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la société absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés). Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la société absorbée ;

b) la société absorbante se substituera à la société absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;

c) la société absorbante calculera les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée ;

d) La société absorbante reprendra au passif de son bilan les provisions dont l'imposition est différée chez Résidence l'Ambarroise, société absorbée ; elle reprendra, si elles ont été constatées par la société absorbée, les provisions pour risques afférents aux opérations de crédit constituées au titre des exercices clos avant le 31 décembre 2024, et ainsi que les provisions prévues par la réglementation des entreprises d'assurances et de réassurance ;

e) La société absorbante inscrira au passif de son bilan la provision pour hausse des prix figurant dans les écritures de la société absorbée et qui était afférente aux éléments transférés, en distinguant le montant des dotations de chaque exercice et rattachera

ultérieurement ces dotations à ses bénéficiaires imposables dans les mêmes conditions qu'auraient dû le faire la société absorbée ;

f) *emeis*, société absorbante, reprendra au passif de son bilan la réserve spéciale créée par Résidence l'Ambarroise, société absorbée pour porter la provision pour fluctuation des cours constituée avant le 1er janvier 1998 ;

g) *emeis*, société absorbante reprendra au passif de son bilan la réserve spéciale des plus-values à long terme que la société absorbée aura choisi de maintenir à son bilan ;

h) *emeis*, société absorbante, se substituera à Résidence l'Ambarroise, société absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;

i) *emeis*, société absorbante, calculera les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de Résidence l'Ambarroise, société absorbée ;

j) La société absorbante et la société absorbée déclarent reprendre, conformément aux dispositions de l'article 210 B bis du Code général des impôts, l'engagement de conservation souscrit par la société absorbée à raison des titres reçus en rémunération d'apports bénéficiant des règles particulières propres aux apports partiels d'actifs ou aux scissions mentionnés à l'article 210 B du Code général des impôts.

Opérations antérieures

La société absorbante s'engage à reprendre, en tant que de besoin, le bénéfice et/ou la charge des engagements d'ordre fiscal afférents aux éléments compris dans les apports qui auraient pu être antérieurement souscrits par la société absorbée à l'occasion d'opérations ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur, notamment en matière de droits d'enregistrement et d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxes sur le chiffre d'affaires, et en particulier à l'occasion de fusions ou d'apports partiels d'actif soumises aux dispositions des articles 210 A et 210 B du Code général des impôts et qui se rapporteraient à des éléments transmis par la Société Absorbée.

Obligations déclaratives

Pour l'application du régime spécial mentionné à l'article 210 A du Code général des impôts, la soussignée, ès-qualité, au nom des sociétés qu'elle représente, s'engage expressément à joindre aux déclarations des sociétés absorbée et absorbante, l'état de suivi des valeurs fiscales prévu à l'article 54 septies du Code général des impôts.

2 - Enregistrement

Le présent projet sera soumis à la formalité de l'enregistrement.

3- Taxe sur la valeur ajoutée

Les représentants de la société absorbée et de la société absorbante constatent que la fusion emporte apport en société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du Code général des impôts. Par conséquent les apports d'immeubles, de biens meubles incorporels, de biens mobiliers d'investissements et de marchandises sont dispensés de TVA. Conformément aux dispositions légales susvisées, commentées au BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée notamment à raison des régularisations de la taxe déduite par celle-ci.

En outre, la société absorbante continuera la personne de la société absorbée pour l'application des articles 266, 1-e, 268 et 297 A du Code général des impôts relatif aux opérations taxables sur la marge.

La société absorbante déclare qu'elle demandera le remboursement du crédit de taxe déductible dont est titulaire la société absorbée, en application de la documentation administrative. BOI-TVA-DED-50-20-20 n° 130.

Partie VII - DISPOSITIONS DIVERSES

1 - Formalités

1) La société absorbante remplira toutes formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion.

2) La société absorbante fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

3) La société absorbante devra, en ce qui concerne les mutations de valeurs mobilières et droits sociaux qui lui sont apportés, se conformer aux dispositions statutaires des sociétés considérées relatives aux mutations desdites valeurs et droits sociaux.

4) La société absorbante remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

2 - Désistement

Le représentant de la société absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la société absorbante aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la société absorbée pour quelque cause que ce soit.

3 - Remise de titres

Il sera remis à *emeis*, lors de la réalisation définitive de la fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de Résidence l'Ambarroise ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les valeurs mobilières, la justification de la propriété des actions et autres droits sociaux et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés par Résidence l'Ambarroise à *emeis*.

4 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société absorbante, ainsi que son représentant l'y oblige.

5 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualité, élisent domicile aux sièges respectifs desdites sociétés.

6 - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour remplir toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, publications et autres.

Fait à Puteaux,
Le 25 novembre 2025,
En un exemplaire signé électroniquement.

Pour *emeis*,
Bérengère Demoulin.

Pour Résidence l'Ambarroise,
Bérengère Demoulin.

Bérengère Demoulin

✓ Certifié par  yousign

Bérengère Demoulin

✓ Certifié par  yousign

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : Résidence L'Ambarroise

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 0012 Rue Jean Jaures 92813 PUTEAUX CEDEX

Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 4 9 0 8 5 2 0 7 6 0 0 0 3 6

Néant ☐ *Exercice N clos le,
31/12/2024

				Exercice N clos le, 31/12/2024					
				Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3	
Capital souscrit non appelé (I)				AA					
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC				
		Frais de développement *	CX		CQ				
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	1 996	AG	1 996		0	
		Fonds commercial (1)	AH	48 784	AI	48 784		0	
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	1 221 517	AK	1 221 517		0	
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO				
		Constructions	AP	286 261	AQ	286 261		0	
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	45 228	AS	45 228		0	
		Autres immobilisations corporelles	AT	4 825	AU	4 825		0	
		Immobilisations en cours	AV	31 042	AW	31 042		0	
		Avances et acomptes	AX		AY				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT				
		Autres participations	CU	457	CV			457	
		Créances rattachées à des participations	BB		BC				
		Autres titres immobilisés	BD		BE				
		Prêts	BF	23 687	BG			23 687	
		Autres immobilisations financières*	BH		BI				
		TOTAL (II)			BJ	1 663 798	BK	1 639 653	24 144
		ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
En cours de production de biens	BN				BO				
En cours de production de services	BP				BQ				
Produits intermédiaires et finis	BR				BS				
Marchandises	BT				BU				
CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes		BV		BW				
	Clients et comptes rattachés (3)*		BX	6 715	BY	6 715		0	
	Autres créances (3)		BZ	41 308	CA	3 980		37 328	
DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé		CB		CC				
	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)		CD		CE				
	Disponibilités	CF	8 695	CG			8 695		
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH		CI					
	TOTAL (III)		CJ	56 718	CK	10 695	46 022		
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW							
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM							
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN							
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)			CO	1 720 515	1A	1 650 349	70 167	
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP	(3) Part à plus d'un an		CR		
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :	Stocks :		Créances :					

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

B.D.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise <u>Résidence L'Ambarroise</u>			Néant ☐ *
			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : <u>9 440</u>)		DA 9 440
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB 290 790
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <u>EK</u>)		DC
	Réserve légale (3)		DD
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <u>B1</u>)		DF
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <u>EJ</u>)		DG
	Report à nouveau		DH -983 525
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI -641 792
	Subventions d'investissement		DJ
	Provisions réglementées *		DK
	TOTAL (I)		DL -1 325 087
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM
	Avances conditionnées		DN
	TOTAL (II)		DO
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP
	Provisions pour charges		DQ
	TOTAL (III)		DR
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS
	Autres emprunts obligataires		DT
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU 0
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <u>EI</u>)		DV
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW 796
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX 15 991
	Dettes fiscales et sociales		DY 90 221
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ 574
	Autres dettes		EA 1 278 595
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB 9 077
TOTAL (IV)		EC 1 395 254	
Ecart de conversion passif* (V)		ED	
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE 70 167	
RENVois	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B
	(2)	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C
		Ecart de réévaluation libre	1D
		Réserve de réévaluation (1976)	1E
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG 1 395 254	
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH 0	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : Résidence L'Ambarroise

Néant ☐ *

		Exercice N			
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB	FC
	Production vendue { biens * services *	FD		FE	FF
		FG	192 000	FH	FI 192 000
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	192 000	FK	FL 192 000
	Production stockée*				FM
	Production immobilisée*				FN
	Subventions d'exploitation				FO
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)				FP 10 695
	Autres produits (1) (11)				FQ 0
	Total des produits d'exploitation (2) (I)				FR 202 696
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*				FS
	Variation de stock (marchandises)*				FT
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*				FU
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*				FV
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*				FW -13 509
	Impôts, taxes et versements assimilés*				FX 2 305
	Salaires et traitements*				FY
	Charges sociales (10)				FZ
	DOTATIONS D'EXPLOITATION { Sur immobilisations { - dotations aux amortissements (14) - dotations aux provisions* Sur actif circulant : dotations aux provisions* Pour risques et charges : dotations aux provisions				GA 178 796
					GB
					GC 10 695
	Autres charges (12)				GD
	Total des charges d'exploitation (4) (II)				GE 1
					GF 178 288
	1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				GG 24 408
					GH
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)				GI
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)				GJ
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)				GK
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				GL 5 904
	Autres intérêts et produits assimilés (5)				GM
	Reprises sur provisions et transferts de charges				GN
	Différences positives de change				GO
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				GP 5 904
	Total des produits financiers (V)				GQ
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*				GR 50 910
	Intérêts et charges assimilées (6)				GS
	Différences négatives de change				GT
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				GU 50 910
	Total des charges financières (VI)				GV -45 006
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)					GW -20 599
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)					

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

B.D.

Désignation de l'entreprise Résidence L'AmbarroiseNéant ☐ *

		Exercice N		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	0	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB		
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	835 157	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	835 157	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	101 051	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	1 302 491	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	1 403 542	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	-568 384	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ		
Impôts sur les bénéfices *		HK	52 809	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	1 043 757	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	1 685 550	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	-641 792	
RENVOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
	(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	192 000
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG	
	(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP	
		- Crédit-bail immobilier	HQ	
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH		
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ	5 904	
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK	50 910	
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX		
	(6ter) Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
	(9) Dont transferts de charges	A1		
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2		
	(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS) A5			
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :	facultatives A6	obligatoires A9	
		Dont cotisations facultatives Madelin A7	Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8	
(14) Dont montant de l'amortissement du fonds de commerce (en application de l'article 39, 1-2°, al.3)	HS			
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :		Exercice N		
dépréciation goodwill 2024 IAS36		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels	
MISE AU REBUS		1 302 491		
Rep dépréciation construction 2024 IAS36 000009 001		101 051	835 157	
OD APUREMENTS 2024			0	
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N		
		Charges antérieures	Produits antérieurs	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

B.D.